



RAPPORT SUR LES INTENTIONS FUTURES DES DEPLACES INTERNES INSTALLEES SUR LES SITES

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MAI 2022

ROUND 15

Crédit photo : site de PK 3 dans la sous-préfecture de Bria (Haute-Kotto)
© Auteur : Alberto Maretti, 2017, albertomaretti.com

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Le suivi des déplacements (DTM, round 15) a été réalisé grâce au soutien de Bureau for Humanitarian Assistance (BHA), European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO) ainsi que les Fonds Humanitaires (FH).

© 2022 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "Source : Organisation Internationale pour les Migrations, [Mois, Année], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)".



SOMMAIRE

Résumé Exécutif.....	1
Introduction.....	2
Méthodologie	3
Aperçu des déplacements.....	4
Abris et moyens de subsistance.....	6
Intentions futures de déplacement / retour.....	7
Intégration locale durable.....	10
Recommandations	11
Conclusion.....	12

RESUME EXECUTIF

L'enquête sur les intentions futures des déplacés internes a été menée par la matrice de suivi des déplacements (displacement tracking matrix, DTM) entre avril et mai 2022 sur les sites hébergeant des populations déplacées internes (PDI). Ces évaluations sont nécessaires dans ce contexte de crise volatile durant lequel des ménages se déplacent dans des localités ou sites considérés comme plus sécurisés, puis peuvent être tentés de retourner dans leur zone d'origine en cas d'amélioration de la situation sécuritaire et au cas où d'autres conditions de retour sont réunies. L'estimation des intentions futures de retour ou d'intégration locale durable permettront ainsi de mieux orienter les programmes humanitaires d'urgence et / ou de solutions durables destinés à appuyer le retour ou l'intégration locale des ménages.

L'enquête a été réalisée dans 65 sites de déplacement situés dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko, Ouham-Pendé, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka et la ville de Bangui. L'évaluation a été menée auprès d'un échantillon de 3 017 ménages. L'échelle de représentativité est la préfecture et l'échantillon a été élaboré selon un niveau de confiance de 95 pour cent et une marge d'erreur de maximum 5 pour cent à l'échelle de chaque préfecture. La répartition de l'échantillon dans chaque préfecture a été déterminée proportionnellement au poids de la population dans chaque site et les ménages ont été aléatoirement interrogés dans chaque site. Le tableau ci-dessous résume les résultats clés de cette évaluation.

<p>Intentions futures</p>		<ul style="list-style-type: none"> • 45 pour cent des ménages comptent des membres ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois. Parmi ces ménages, 83 pour cent souhaitent retourner dans leur lieu de résidence initial, 13 pour cent souhaitent s'installer dans un lieu différent de la résidence initiale et 4 pour cent sont indécis sur leurs destinations futures. • La proportion de ménages souhaitant quitter le site dans les prochains mois reste plus élevée dans les préfectures de Haute-Kotto (92%) et Nana-Gribizi (76%). • Pour concrétiser l'intention de départ du site dans les prochains mois, les conditions préalables les plus citées sont l'accès à un logement (60%), l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone d'installation future (56%) et l'accès à la terre pour l'agriculture (51%). • Les besoins prioritaires pour le retour les plus cités sont par ordre d'importance la réhabilitation des abris dans les zones de retour (47%), la sécurité (25%), les moyens de subsistance (13%) et la nourriture (7%).
<p>Intégration locale durable</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Parmi les ménages qui ne souhaitent pas quitter le site dans les trois prochains mois, 59 pour cent souhaitent s'intégrer localement et durablement dans leur zone de déplacement actuel. • Ce souhait d'intégration locale est plus important dans les préfectures de Bamingui-Bangoran (96%), la Ouaka (83%), l'Ouham (82%) et l'Ouham-Pendé (70%).
<p>Recommandations</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Mener des enquêtes multi-agences approfondies sur les intentions futures dans les sites où les intentions de retour semblent plus élevées, notamment Eglise catholique et Cebi 1 (Haute-Kotto) ainsi que les sites Lazaret et MINUSCA (Nana-Gribizi). • Axer les programmes d'assistance au retour sur l'appui à la construction / réhabilitation des abris (en cas de destructions importantes dans les zones de retour), sur les évaluations de la situation sécuritaire dans les zones de retour, sur l'appui aux ménages pour l'accès à des activités génératrices de revenus ainsi que l'aide en transferts monétaires pour favoriser le retour.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés, aux conflits intercommunautaires ou provoqués par des tensions entre agriculteurs et éleveurs dans certaines zones. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long du premier semestre 2022 marqué par des opérations militaires et des affrontements opposant les Forces Armées Centrafricaine (FACA) (appuyées par leurs alliés) aux groupes armés luttant pour le contrôle des territoires. Le pays est ainsi rythmé par des déplacements soudains dans des zones d'insécurité et par des vagues de retours dans des zones relativement plus stables sur le plan sécuritaire, notamment après la reprise de certaines villes par l'armée.

En réponse aux crises qui affectent le pays, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) déploie depuis 2013, à côté de son action auprès des populations affectées, la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix, DTM* en anglais), outil permettant de collecter des informations sur les déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels dans les zones affectées par les crises, ainsi que des enquêtes ponctuelles sur les intentions futures des Populations Déplacées Internes (PDI) installées sur les sites. A travers sa composante d'enquêtes sur les intentions futures des PDI, la DTM déploie une enquête ménage auprès des ménages installés sur les sites une fois par semestre pour estimer les intentions futures de retour ou d'intégration locale durable.

Ce rapport présente les résultats clés de l'enquête sur les intentions futures des ménages PDI présents sur les sites, menée entre le 01^{er} avril et le 29 mai 2022. L'évaluation a été réalisée dans 65 sites répartis dans la ville de Bangui et les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko, Ouham-Pendé, Basse-Kotto, Ouham et Ouaka. Cette enquête menée auprès de 3 017 ménages est représentative à l'échelle de la préfecture selon une marge d'erreur de maximum 5 pour cent pour chaque préfecture couverte et un niveau de confiance de 95 pour cent. La répartition de l'échantillon dans chaque préfecture a été déterminée proportionnellement au poids de la population dans chaque site et les ménages ont été aléatoirement interrogés dans chaque site.

Ce rapport donne dans un premier temps un aperçu de la situation de déplacement des ménages installés sur les sites, puis présente les résultats clés sur les intentions futures des ménages.

METHODOLOGIE

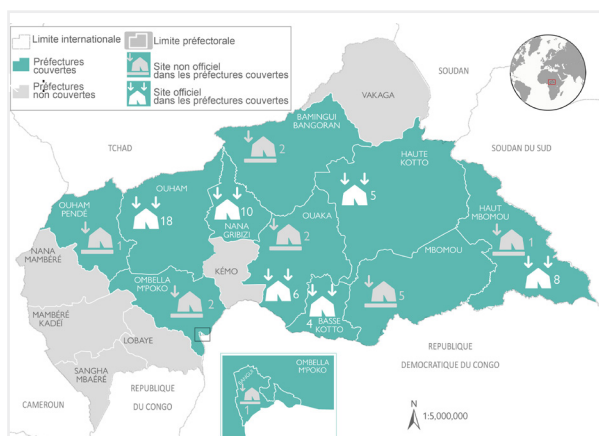
L'enquête sur les intentions futures des PDI a été menée entre le 01^{er} avril et le 29 mai 2022 dans 65 sites d'accueil des PDI. Ces sites sont répartis dans la ville de Bangui en plus de ces préfectures : Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko, Ouham-Pendé, Basse-Kotto, Ouham et Ouaka. Cette enquête s'est focalisée sur les intentions de déplacement / retour et d'intégration locale durable des ménages présents sur les sites. L'évaluation a été menée auprès d'un échantillon de 3 017 ménages. L'échelle de représentativité est la préfecture et l'échantillon a été élaboré selon un niveau de confiance de 95 pour cent et une marge d'erreur de maximum 5 pour cent par préfecture.

La répartition de l'échantillon dans chaque préfecture a été déterminée proportionnellement au poids de la population dans chaque site et les ménages présents sur les sites y ont été aléatoirement interrogés selon la méthode tourner le stylo¹. L'analyse des résultats se base prioritairement sur les données primaires issues de cette enquête ménage et fait également recours à des données secondaires pour enrichir les informations sur les déplacements et les intentions futures. Les principales données secondaires utilisées dans l'analyse sont le [rapport](#)² et la [fiche d'information](#)³ illustrant les résultats du round 15 du suivi des déplacements de la DTM.

Tableau 1 - Récapitulatif de l'échantillon :

Préfecture	Nombre de ménages PDI (DTM, round 15)	Nombre d'enquêtes réalisées	Niveau de confiance	Marge d'erreur
Bamingui-Bangoran	59	55	95%	4%
Bangui	44	43	95%	0%
Basse-Kotto	3 331	411	95%	5%
Haute-Kotto	7 759	390	95%	5%
Haut-Mbomou	2 726	331	95%	5%
Mbomou	767	286	95%	5%
Nana-Gribizi	5 121	397	95%	5%
Ombella-Mpoko	44	37	95%	5%
Ouaka	4 144	403	95%	5%
Ouham	6 212	438	95%	5%
Ouham-Pendé	624	226	95%	5%
Total	30 801	3017	95%	2%

Carte 1 - couverture géographique de l'enquête :



Récapitulatif de la méthodologie :



¹ L'enquêteur arrive sur le site et se positionne au milieu de celui-ci. Il jette un stylo afin de voir le sens dans lequel sera orienté le stylo lorsqu'il sera à terre. Le sens indiqué par le stylo sera le sens dans lequel l'enquêteur procédera au tirage de son premier répondant. Pour interroger les prochains répondants, l'enquêteur devra compter autant de maisons correspondantes à ce numéro en avançant dans le sens désigné par le stylo.

² DTM. [Rapport de suivi des déplacements. Round 15.](#) Juin 2022

³ DTM. [Fiche d'information sur les déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels sur les sites. Round 15.](#) Juin 2022

APERCU DES DEPLACEMENTS

Dynamiques de déplacement sur les sites

Le [round 15 de suivi des déplacements](#)² réalisé par la DTM en mai 2022 a montré que les sites (gérés et non gérés) accueillent 37 pour cent des déplacés internes contre 63 pour cent qui sont installés dans des localités (villages / quartiers) d'accueil. Cette même évaluation a répertorié 141 494 personnes (30 008 ménages)³ déplacés présents sur les sites en mai 2022 dans les préfectures couvertes (ville de Bangui, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko, Ouham-Pendé, Ouham et Ouaka). Les préfectures qui concentrent le plus grand nombre de PDI au niveau des sites sont la Haute-Kotto (principalement le site de PK3) (28%), l'Ouham (20%), la Ouaka (14%), la Nana-Gribizi (14%) et la Basse-Kotto (10%).

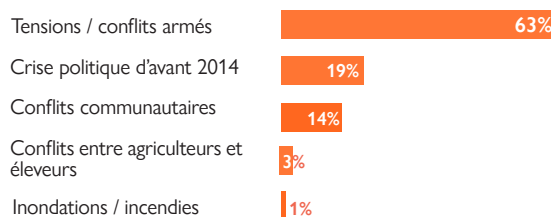
Figure 1 - Effectif de PDI sur les sites couverts :



Causes de déplacement

Selon toujours [le round 15 de suivi des déplacements de la DTM](#)², les tensions et affrontements entre éléments armés représentent la première cause de déplacement des PDI (citée dans 63% des sites). Les autres causes de déplacement sont la crise politique d'avant 2014 (19%), les tensions et affrontements communautaires (14%), les conflits entre agriculteurs et éleveurs (3%) et les inondations et incendies (1%).

Figure 2 - Principaux motifs de déplacement des PDI, par pourcentage de sites :



Zones de provenance des ménages

La connaissance des zones de provenance des ménages est importante pour une cartographie des potentielles zones de retour. L'enquête ménage sur les intentions de retour a montré que les principales sous-préfectures de provenance des ménages présents sur les sites sont respectivement Bria (13%), Alindao (13%), Kaga-Bandoro (10%), Batangafo (9%), Obo (9%) et Bambari (9%). Il est important de considérer que les déplacements se font principalement à l'intérieur des préfectures et sous-préfectures : d'après [le round 15 de suivi des déplacements de la DTM](#)², 81 pour cent des déplacements ont lieu à l'intérieur d'une même préfecture (y compris 61% au sein d'une même sous-préfecture) et 19 pour cent d'une préfecture à une autre.

Tableau 2 - Principales sous-préfectures de provenance des PDI installées sur les sites :

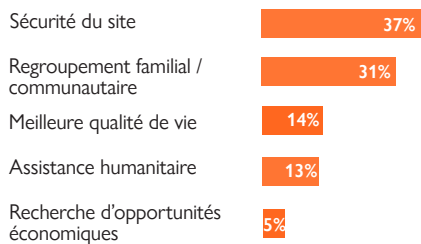
Préfecture	Pourcentage de ménages
Bria	13%
Alindao	13%
Kaga-Bandoro	10%
Batangafo	9%
Obo	9%
Bambari	9%
Ngaoundaye	7%
Rafai	4%
Kabo	4%
Bakouma	4%
Zémio	4%
Bimbo	2%
Ippy	2%
Kouango	2%
Bangui	2%
Ndélé	2%
Autres	4%
Total	100%

APERCU DES DEPLACEMENTS

Choix du site actuel

Les facteurs de choix du site reposent prioritairement sur des raisons sécuritaires, la volonté de regroupement communautaire et familial et l'aide humanitaire. Ainsi, 37 pour cent des ménages ont choisi le site car il est perçue comme sécurisé, 31 pour cent des ménages ont choisi le site pour rejoindre d'autres membres de leur famille tandis que 14 pour cent se sont installés sur le site dans la perspective de percevoir de l'aide humanitaire. Ceci montre que la sécurité reste un critère de choix important du lieu d'installation. En cas de déplacement futur ou de retour, les aspects sécuritaires vont également impacter le choix de la future destination ainsi que le souhait de rejoindre d'autres membres de la famille et de la communauté en cas de départ groupé.

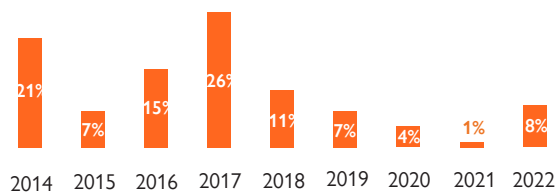
Figure 3 - Principaux facteurs de choix du site actuel :



Durée sur les sites

Une large majorité de ménages sont en situation de déplacement prolongé car 80 pour cent se sont installés sur les sites entre 2014 et 2018. Ce déplacement sur une longue durée pourrait s'expliquer par l'insécurité qui sévit encore dans leurs zones d'origine dans ce contexte d'intensification des opérations militaires et par le manque d'assistance humanitaire pour le retour. En outre, environ la moitié des ménages (48%) sont en situation de déplacement secondaires / multiples. Ces ménages qui se sont déplacés plus d'une fois avant leur installation sur le site sont susceptibles de se déplacer de nouveau si les conditions de retour / déplacement futur sont réunies.

Figure 4 - Période d'installation des déplacés internes sur les sites :



Carte 2 - sous-préfectures de provenance des déplacés internes installés sur les sites :



ABRIS ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Typologie des abris

D'après l'enquête, 92 pour cent des ménages ont des abris de structure semi-permanente ou permanente dans leur lieu de résidence initial contre environ le quart des ménages (26%) ayant ce type d'abris sur les sites. La quasi-totalité des ménages ayant des abris semi-durables sur les sites sont en situation de déplacement prolongé. En outre, 74 pour cent des ménages ont des abris de structure temporaire (abris d'urgence) sur les sites contre 8 pour cent dans la localité de résidence initiale. La typologie des abris (principalement semi-durables) est importante à prendre en compte en cas de futures assistances en abris dans les zones de retour.

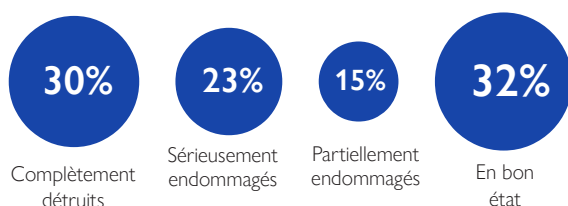
Tableau 3 - Typologie des abris des ménages sur le lieu de résidence initial et sur le site actuel :

En zone d'origine	Typologie des abris	Sur le site actuel
14%	Structure permanente (parpaings, avec toiture et tôle)	2%
78%	Structure semi-permanente (briques + toiture + tôle)	24%
4%	Abri d'urgence (branches + paille)	44%
4%	Abri d'urgence (branches + bâches)	30%

Etat des abris en zone d'origine

La situation des abris dans le lieu de résidence initial est préoccupante : 30 pour cent des ménages ont des abris complètement détruits dans leur zone d'origine, 38 pour cent des abris sérieusement ou partiellement endommagés et 32 pour cent ont des abris en bon état. Ces dommages sur les abris sont surtout liés aux conflits entraînant parfois des incendies volontaires ainsi que les aléas naturels climatiques (inondations et incendies non volontaires). Ceci sous-tend suggère un besoin d'assistance important pour la construction et la réhabilitation des abris dans les zones de retour.

Figure 5 - Etat des abris des PDI sur le lieu de résidence initial :



Etat de la propriété

La grande majorité des ménages (72%) sont propriétaires de leur logement dans leur lieu de résidence initial. Pour autant, seulement 19 pour cent des ménages propriétaires détiennent une attestation de propriété. Le manque de documents de propriété pourrait menacer la récupération des abris après le retour des ménages. Par conséquent, les programmes d'accompagnement au retour pourraient intégrer le soutien pour la détention de titres de propriété surtout dans les zones avec une occurrence importante d'occupation des abris par des tierces personnes (groupes armés, voisins, déplacés internes etc.).

MOYENS DE SUBSISTANCE

Les déplacements ont entraîné la perte des moyens de subsistance des ménages car 3 pour cent des ménages étaient sans activité dans leur zone d'origine (avant le déplacement) contre 19 pour cent depuis le déplacement. Les activités de subsistance les plus importantes restent l'agriculture et le petit commerce. Néanmoins, l'accès à l'agriculture est plus compliqué après le déplacement en raison de l'indisponibilité des terres cultivables et de la perte de moyens de subsistance.

Tableau 4 - Moyens de subsistance des ménages avant et depuis le déplacement :

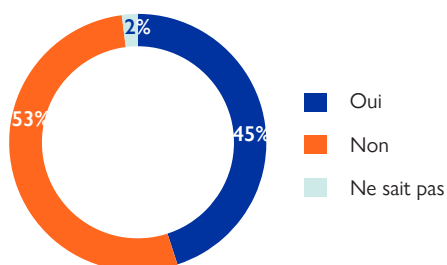
En zone d'origine	Secteurs d'activités	Sur le site actuel
3%	Sans travail / aucune activité	19%
5%	Travail journalier	24%
63%	Agriculture	37%
16%	Petit commerce	15%
6%	Elevage	1%
2%	Pêche	1%
1%	Chasse	0,5%
3%	Travail dans les mines	1%
1%	Artisanat	1,5%

INTENTIONS FUTURES DE DEPLACEMENT / RETOUR

Intentions futures

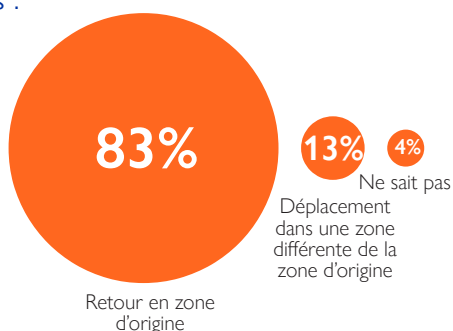
Environ la moitié des ménages installés sur les sites (45%) souhaitent quitter le site dans les trois prochains mois tandis que 53 pour cent ne souhaitent pas quitter les sites et 2 pour cent sont indécis. La proportion de ménages ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois plus est élevé dans la Haute-Kotto (92%) et la Nana-Gribizi (76%). Dans la Haute-Kotto, des programmes (coordonnés par le groupe Solutions Durables) sont en cours pour favoriser le retour des ménages installés sur le site de PK3. Pour autant, les intentions de retour sont également très fortes (plus de 90% des ménages) dans les autres sites de la Haute-Kotto, notamment les sites Eglise catholique et Cebi 1. En revanche, la proportion de ménages ayant des intentions de retour est plus faible dans les sites de la Basse-Kotto (14%), Mbomou (14%) et Bamingui-Bangoran (15%). Ceci pourrait s'expliquer par l'insécurité qui règne encore dans les zones de retour et par le manque d'assistance au retour.

Figure 6 - Pourcentage de ménages comptant des membres ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois :



Parmi les ménages souhaitant quitter le site dans les trois prochains mois, 83 pour cent souhaitent retourner dans leur lieu de résidence initial, 13 pour cent souhaitent aller dans un lieu différent de la résidence initiale et 4 pour cent sont indécis sur leurs destinations futures.

Figure 7 - Destinations futures des ménages comptant des membres qui souhaitent quitter le site dans les trois prochains mois :



Raisons motivant le choix de déplacement futur / retour

Les intentions de retour / ou de déplacement futur sont principalement motivées par les conditions de vie et les conditions sécuritaires. En effet, les trois raisons expliquant l'intention de départ prochain du site sont par ordre d'importance le manque d'opportunité d'emploi (32%), l'amélioration de la situation sécuritaire dans les zones de retour (29%) et la probabilité d'éviction / ou de fermeture du site (13%). L'amélioration de la situation sécuritaire dans les zones de retour comme cause de départ a été surtout évoqué dans les sites de la Basse-Kotto, la Haute-Kotto et la Nana-Gribizi. Le manque d'assistance humanitaire constitue la première raison motivant l'intention de départ sur le site de Bocaranga (Ouham-Pendé) (57%), tandis que le risque d'éviction / fermeture du site a été cité par le quart des ménages dans l'Ouham-Pendé (26%).

Tableau 5 - Principaux facteurs de départ du site dans les trois prochains mois :

Manque d'opportunité d'emploi	32 %
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	29 %
Probabilités d'éviction / fermeture du site	13 %
Manque d'assistance humanitaire	10 %
Volonté de réunification familiale	10 %
Autres	6 %



45 pour cent des ménages PDI installés sur les sites comptent des membres ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois.

INTENTIONS FUTURES DE DEPLACEMENT / RETOUR

Carte 3 - sous-préfectures d'installation future des ménages ayant l'intention de retourner dans leur zone d'origine :



Carte 4 - sous-préfectures d'installation future des ménages ayant l'intention de s'installer dans une localité différente de leur zone d'origine :



INTENTIONS FUTURES DE DEPLACEMENT / RETOUR

Conditions préalables pour le départ du site dans les prochains mois

Pour concrétiser le souhait de départ du site dans les prochains mois, les conditions préalables les plus citées sont par ordre d'importance l'accès à un logement (60%), l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone d'installation future (56%) et l'accès à la terre pour l'agriculture (51%). Les autres conditions citées sont l'accès à un emploi et à des moyens de subsistance ainsi que le retour groupé avec d'autres membres de la famille et / ou de la communauté. La priorité sur le logement s'explique par les dommages importants sur les abris dans les zones de retour. Concernant les aspects sécuritaires, les rounds successifs de suivi des déplacements de la DTM montrent également que l'amélioration de la situation sécuritaire en zone d'origine reste la cause de retour la plus citée dans les localités accueillant les retournés en RCA.

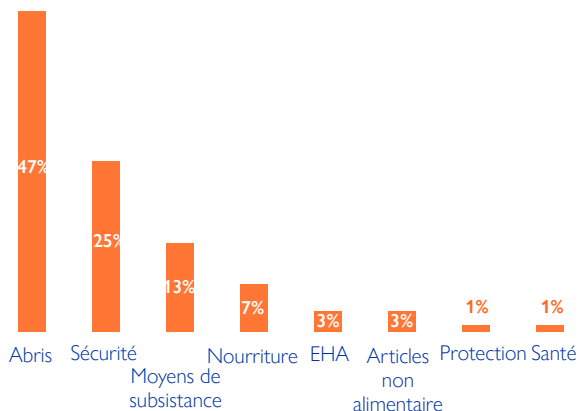
Figure 8 - Trois conditions préalables les plus citées pour concrétiser le retour dans les trois prochains mois :

1	Accès à un logement	60%
2	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	56%
3	Accès à la terre pour l'agriculture	51%

Besoins prioritaires pour le retour

Les besoins prioritaires pour le retour les plus cités sont par ordre d'importance la construction / réhabilitation des abris dans les zones de retour (47%), la sécurité (25%), les moyens de subsistance (13%) et la nourriture (7%).

Figure 9 - Principaux besoins prioritaires dans les zones de retour :



Compte-tenu de ces besoins prioritaires pour le retour, les programmes d'accompagnement au retour devraient plus s'axer sur l'appui à la réhabilitation des abris (en cas de destructions importantes dans les zones de retour), sur les évaluations de la situation sécuritaire dans les zones de retour et sur l'appui aux ménages pour l'accès à des activités génératrices de revenus ou l'appui en transferts monétaires.

Informations utiles pour le retour des ménages

Les informations les plus utiles pour le retour des ménages sont respectivement les conditions sécuritaires dans les zones de retour / réinstallation (71%), l'état des abris (62%) et les opportunités économiques (50%). Ces besoins d'information prioritaires pour le retour sont corrélés aux conditions préalables pour le retour axées sur les abris, la sécurité et les opportunités économiques dans les zones de retour / ou de réinstallation.

Figure 10 - Trois besoins d'information prioritaires pour le retour des ménages :

1	Situation sécuritaire en zone de retour	71%
2	Etat des abris	62%
3	Opportunités économiques	50%

“

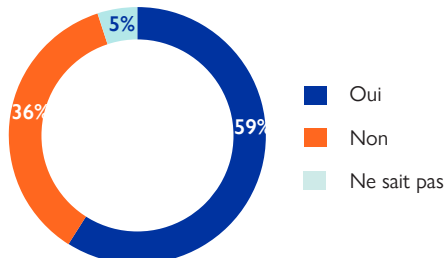
La construction / réhabilitation des abris dans les zones de retour est le besoin prioritaire pour le retour le plus cité par les ménages (47%).

INTEGRATION LOCALE DURABLE

Intentions futures d'intégration locale durable

Parmi les ménages qui ne souhaitent pas quitter le site dans les trois prochains mois, 59 pour cent souhaitent s'intégrer localement et durablement dans leur zone de déplacement actuel. Ce souhait d'intégration locale est plus important dans les préfectures de Bamingui-Bangoran (96%), la Ouaka (83%), l'Ouham (82%) et l'Ouham-Pendé (70%). Cette volonté d'intégration locale durable importante dans la Ouaka pourrait s'expliquer par les programmes de réinstallation en cours dans la commune de Pladama-Ouaka vis-à-vis des déplacés de l'ancien site Elevage. Des ménages installés dans les autres sites de la Ouaka voudraient aussi potentiellement bénéficier de cette réinstallation dans le futur.

Figure 11 - Proportion de ménages souhaitant une intégration locale durable (parmi les ménages n'ayant pas l'intention de quitter le site actuel) :

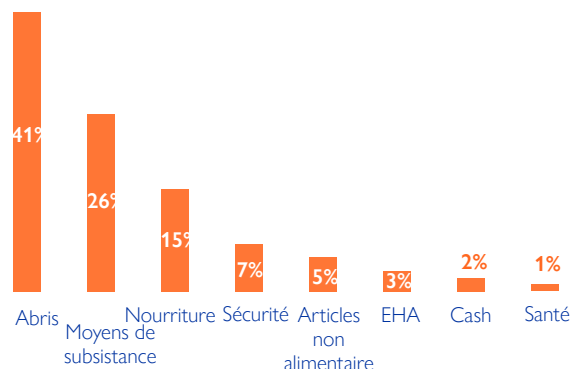


Les principales raisons expliquant ce souhait d'intégration locale sont par ordre d'importance la relative stabilité sécuritaire sur le site actuel par comparaison à leur lieu de résidence initial (37%), le déplacement de longue durée ayant suscité un souhait d'intégration (20%), les opportunités économiques sur le lieu d'installation actuel (14%) et la scolarisation des enfants (8%). Ce souhait d'intégration locale pourrait être mis en perspective avec le constat que la plupart des ménages installés sur les sites sont en situation de déplacement prolongé (déplacés depuis plus de 3 ans). Certains de ces ménages ont pu construire leur abri (avec des matériaux semi durables). D'autre part, une partie de ces ménages ont pu progressivement trouver des activités génératrices de revenus suscitant le souhait de s'intégrer durablement dans la zone de déplacement actuel, surtout si l'insécurité persiste en zone d'origine.

Besoins prioritaires des ménages souhaitant s'intégrer localement

A l'image des ménages souhaitant quitter le site, les abris restent le besoin prioritaire des ménages ayant l'intention de s'intégrer localement (41%). Ceci est lié aux besoins sévères en abris : [le suivi des déplacements mené par la DTM](#)² a montré que les abris de la majorité des ménages sont endommagés dans la quasi-totalité des sites (97%). Les autres besoins les plus cités pour l'intégration locale sont les moyens de subsistance (26%) et l'aide alimentaire (15%). Les programmes axés sur l'intégration des ménages dans certaines zones devraient prendre en considération ces besoins prioritaires pour réinstaller localement les ménages dans des conditions en phase avec leurs besoins.

Figure 12 - Principaux besoins prioritaires pour l'intégration locale durable des ménages :



Parmi les ménages qui ne souhaitent pas quitter le site, 59 pour cent souhaitent s'intégrer localement sur leur zone de de déplacement actuel.

CONCLUSION

En définitive, l'enquête sur les intentions futures menée par la DTM entre avril et mai 2022 auprès de 3 017 ménages installés sur les sites a montré que 45 pour cent des ménages comptent des membres ayant l'intention de quitter le site dans les trois prochains mois. Parmi ces ménages, 83 pour cent souhaitent retourner dans leur lieu de résidence initial, 13 pour cent souhaitent aller dans un lieu différent de la résidence initiale et 4 pour cent sont indécis sur leurs destinations futures. La proportion de ménages souhaitant quitter le site dans les prochains mois reste plus élevée dans les préfectures de Haute-Kotto (92%) (plus particulièrement sur les sites de PK3, Eglise catholique et Cebi 1) et la Nana-Gribizi (76%). En revanche, la proportion de ménages ayant formulé des intentions de retour est plus faible dans les sites de Basse-Kotto (14%), Mbomou (14%) et Bamingui-Bangoran (15%). Les besoins prioritaires pour le retour les plus cités sont par ordre d'importance la construction / réhabilitation des abris dans les zones de retour (47%), la sécurité (25%), les moyens de subsistance (13%) et la nourriture (7%).

Parmi les ménages qui ne souhaitent pas quitter le site dans les trois prochains mois, 59 pour cent souhaitent s'intégrer localement et durablement dans leur zone de déplacement actuel. Ce souhait d'intégration locale est plus important dans les préfectures de Bamingui-Bangoran (96%), la Ouaka (83%), l'Ouham (82%) et l'Ouham-Pendé (70%).

A l'image des ménages souhaitant quitter le site, les abris restent le besoin prioritaire des ménages ayant l'intention de s'intégrer localement (41%) de même que les moyens de subsistance (26%) et l'aide alimentaire (15%).

Compte-tenu de ces résultats, il serait avisé de mener dans le futur des enquêtes multi-agences approfondies sur les intentions futures dans les sites où les intentions de retour semblent plus élevées, notamment les sites Eglise catholique et Cebi 1 (Haute-Kotto) ainsi que les sites Lazaret et MINUSCA (Nana-Gribizi). D'autre part, les besoins exprimés par les ménages montrent que pour appuyer le retour, les programmes d'assistance humanitaire devraient être axés sur l'appui à la construction / réhabilitation des abris (en cas de destructions importantes dans les zones de retour), sur les évaluations de la situation sécuritaire dans les zones de retour, sur l'appui aux ménages pour l'accès à des activités génératrices de revenus ainsi que l'aide en transferts monétaires pour favoriser le retour.

Vous pouvez consulter tous les produits d'information de la DTM en République Centrafricaine via le lien ci-dessous et contacter la DTM par email :

DTM CENTRAFRIQUE



DTM.IOM.INT/republique-centrafricaine



DTMRCA@IOM.INT

